

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 23/008/2005 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 78/05 (AMR 23/005/2005 du 1^{er} avril 2005) et sa mise à jour (AMR 23/006/2005 du 4 avril 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT / ENLÈVEMENTS

COLOMBIE

Danilo Rueda (h)

Enrique Chimonja (h)

Edwin Mosquera (h)

Johana López (f)

Mónica Suarez (f)

Fabio Ariza (h)

ainsi que les autres membres de la *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz* (Commission intereclésiastique Justice et paix), une organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains

Londres, le 11 avril 2005

Les cinq militants des droits humains enlevés le 31 mars ont été libérés le 8 avril. Ils sont sains et saufs. Toutefois, Danilo Rueda et d'autres membres de la *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz* (Commission intereclésiastique Justice et paix) ont été suivis et surveillés par des hommes armés.

Enrique Chimonja, Edwin Mosquera, Johana López, Mónica Suarez et Fabio Ariza avaient été enlevés par les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie), un groupe de guérilla.

Ces derniers jours, des individus non identifiés ont maintenu sous surveillance les bureaux de Justice et Paix à Bogotá, la capitale. En outre, des militants travaillant avec cette organisation ont été pris en filature par des voitures aux vitres teintées.

Ainsi, le 3 avril, vers 15 h 45, deux hommes circulant à bord d'un tel véhicule auraient suivi Danilo Rueda, qui était à pied, dans plusieurs rues. Le militant a réussi à leur échapper.

Le même jour, vers 22 h 30, Danilo Rueda et Abilio Peña, autre membre de Justice et Paix, auraient été pris en filature par un autre véhicule alors qu'ils se déplaçaient en autocar. Les deux hommes sont parvenus à s'enfuir.

Le lendemain, Rafael Figueroa, un avocat travaillant pour Justice et Paix, a été suivi par deux hommes, dont un manifestement armé, après avoir quitté le bureau. Il était monté à bord d'un bus à 22 heures et s'est rendu compte qu'il était suivi. Il est alors descendu de l'autocar et les deux hommes l'ont poursuivi en courant, mais Rafael Figueroa a réussi à leur échapper.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– déclarez-vous préoccupé par la sécurité de Danilo Rueda et d'autres membres de la *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz* (Commission intereclésiastique Justice et paix), qui ont été suivis par des hommes armés les 3 et 4 avril ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit ouverte sur les menaces de mort reçues par cette organisation le 29 mars, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– priez instamment les autorités de prendre sans délai toutes les mesures jugées appropriées par les personnes menacées, afin que les membres de Justice et Paix puissent poursuivre en toute sécurité leurs activités légitimes et essentielles en faveur des droits humains ;

– rappelez au gouvernement colombien les obligations qui lui incombent envers les défenseurs des droits humains, telles qu'elles sont énoncées dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, adoptée par les Nations unies, ainsi que dans la résolution sur les « *défenseurs des droits de la personne dans les Amériques* » adoptée par l'Organisation des États américains (OEA), et conformément aux recommandations répétées des Nations unies ;

– demandez instamment aux autorités de prendre immédiatement des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement colombien et aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-2
Bogotá
Colombie

Fax : +57 1 337 5890 / 342 0592

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe*, / Monsieur le Président de la République,

Vice-Président de la République :

Dr. Francisco Santos Calderón
Vicepresidente de la República de Colombia
Vicepresidencia
Carrera 8A No 5-57
Santafé de Bogotá
Colombie

Fax : +57 1 565 7682

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

***Fiscal General de la Nación* [qui chapeaute le système judiciaire]:**

Dr. Luis Camilo Osorio
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message en espagnol vous invitera à composer le 2017)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Osorio*, / Monsieur,

COPIES À :

Commission interecclésiastique Justice et paix :

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz
Calle 50 No13-19 Oficina 203
Bogotá
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 23 MAI 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*